

Pour gagner la place qui leur revient dans la démocratie mondiale, les états ouest-africains sont amenés à promouvoir l'égalité de genre et de génération, mettant en avant les jeunes et les femmes, à contre-pied de leurs traditions gérontocrates. Placées par les institutions au rang de nouvelles égéries du développement, les jeunes femmes constituent un enjeu démographique, politique et économique majeur. Le projet de recherche "Participation politique des jeunes femmes en Afrique de l'ouest francophone : formes, enjeux et perspectives", a voulu formuler des recommandations de politique publique à l'endroit des institutions. Toutefois, la mise en œuvre du projet, en déconstruisant le concept de politique, fait apparaître que les jeunes femmes, tout autant que les chercheur-e-s, sont des acteur-e-s politiques, parties prenantes de la problématique de la participation citoyenne.

En comparaison de leurs aînées, et surtout des hommes de tous âges, les jeunes femmes sont à l'évidence insuffisamment présentes dans les structures publiques. Celles-ci sont masculines et gérontocrates, et privilégient la participation sous ses formes institutionnelles et institutionnalisées. Or la critique féministe montre que tout rapport de pouvoir, de domination ou de subalternité, est politique. Ainsi, la vraie question n'est plus tant de chercher les jeunes femmes là où elles sont rares que d'accepter de reconnaître la valeur politique de leur active participation dans les

espaces où elles sont. En partant du postulat que la politique est ce qui organise le lien et la participation ce qui le fait vivre, alors les jeunes femmes apparaissent participer activement, bien qu'en position triplement subalterne. Elles sont confinées à l'espace domestique du care (soin à autrui) dans leurs communautés d'appartenance où elles constituent un enjeu de reproduction et/ou de changement à contrôler. Promouvoir la participation citoyenne implique de favoriser l'égalité de valeur politique de chacun des espaces (domestique, public, social et de la rue) socialement assignés aux genres et aux générations. De plus, les institutions de l'Etat n'ont pas à être les seules responsables du changement sociétal, en particulier dans le contexte de crise induite par l'hypermodernité qui touche aussi les Etats ouest-africains. Les jeunes femmes contemporaines, voient dans l'usage politique quotidien qu'elles font des réseaux sociaux virtuels, un espace de libertés nouvelles qui coexiste avec l'imaginaire postcolonial de domination. Malgré ces possibilités inédites de délocalisation et d'ubiquité, les jeunes femmes, réticentes aux risques d'une autonomisation transgressive, maintiennent dans le réel des liens dont elles ne veulent pas s'affranchir.

Pour accéder au document : <http://www.afriquescreatives.org/antigonesafricaines.pdf>